



EUROMÉDITERRANÉE

Établissement Public d'Aménagement - Marseille

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Location et maintenance de portes

Caractéristiques des contrats



Montant maximum de 100 000 € HT



Marchés subséquents



Durée de 4 ans



Révision trimestrielle des prix (au service fait)

Rappel : la remise de cette pièce n'est pas requise au stade du dépôt de l'offre.

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
1.1 Forme du marché public	3
1.2 Durée du marché	3
Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales.....	3
Article 3 – Dispositions financières	4
3.1 Prix	4
3.2 Variation des prix de l'accord-cadre.....	4
3.3 Avance	4
3.4 Paiement	5
3.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation.....	5
3.4.2 Délai de paiement	5
3.4.3 Acomptes	5
Article 4 – Exécution et périmètre des prestations	6
4.1 Equipe dédiée et modification	6
4.2 Délais d'exécution et pénalités.....	6
4.2.1 Délais d'exécution	6
4.2.2 Prolongation du délai d'exécution.....	6
4.2.3 Conditions générales d'application des pénalités	7
4.2.4 Pénalités pour retard	7
4.2.5 Autres pénalités	7
4.2.6 Exécution aux frais et risques.....	7
4.3 Clause de réexamen.....	7
Article 5 – Assurances	8
Article 6 – Règlement des différends.....	8
Article 7 – Dérogations au CCAG PI	8

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Forme du marché public

L'accord-cadre est conclu avec une entreprise et donnera lieu à la notification de marchés subséquents.

Il est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 100 000 € HT** sur toute la durée de l'accord-cadre.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses particulières ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le CCAG-FCS, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées à l'article 7 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions financières

3.1 Prix

Le présent accord-cadre est passé à **prix unitaires**.

Le montant de chaque marché subséquent sera déterminé en affectant les prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

3.2 Variation des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont fermes.

Les prix de chaque marché subséquent seront révisables selon les modalités fixées ci-après.

$$\text{Formule de révision : } P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

Avec :

- P_o : Prix initial du marché subséquent ;
- P_n : Prix révisé ;
- A : Index du bâtiment - BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010 – Identifiant INSEE 001710975
- A_o : Valeur de l'indice de référence au mois « Mo », mois de la remise des offres du présent marché ;
- A_n : Valeur de l'indice de référence au mois « n » de réalisation des prestations (valeur la plus récente à la date de révision).

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

3.3 Avance

Compte tenu du montant des marchés subséquents inférieur à 50 000 euros HT, le présent accord-cadre ne prévoit pas le versement d'avances.

3.4 Paiement

3.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG FCS complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
6	Taux de TVA applicable
7	Dates d'achèvement des prestations

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

3.4.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 60 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

3.4.3 Acomptes

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle, au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations. Pour les entreprises mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, les acomptes pourront être mensuellement versés sur demande du titulaire, sans qu'une périodicité supérieure à un mois ne puisse leur être opposée.

Article 4 – Exécution et périmètre des prestations

4.1 Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

4.2 Délais d'exécution et pénalités

4.2.1 Délais d'exécution

Les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans chaque marché subséquent.

Ces derniers courent à compter de la date de la date précisée sur ce dernier.

L'installation ou la réparation devront être exécutés dans un délai maximum d'un jour ouvré [cette disposition fera le cas échéant l'objet d'une mise au point avec l'attributaire du marché si ce dernier s'engage sur un délai moindre dans son mémoire technique].

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités prévues ci-dessous commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

4.2.2 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un marché subséquent, le Titulaire en avertit Euroméditerranée, dans les plus brefs délais. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du marché pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au responsable du dossier, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

4.2.3 Conditions générales d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont appliquées au titulaire sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

4.2.4 Pénalités pour retard

En cas de retard pour la pose d'une porte ou d'un panneau anti-intrusion, les pénalités sont fixées à 100 euros par jour de retard.

4.2.5 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la facturation présentée	50 €
Absence à une réunion programmée	300 €
Changement dans le personnel dédié sans information préalable de l'EPAEM dans les conditions exposées au présent CCAP	300 €
Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au CCAP et/ou CCTP ou dans les pièces du marché subséquent	100 €

4.2.6 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas transmis au pouvoir adjudicateur les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG PI, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le pouvoir adjudicateur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La réception par le pouvoir adjudicateur des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

4.3 Clause de réexamen

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat. Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

Article 5 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Article 6 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

Article 7 – Dérogations au CCAG FCS

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG FCS auquel il est fait dérogation
Prolongation du délai d'exécution	4.2.2	13.3.2
Pénalités	4.2.3	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3

ARTICLE 9 – ENGAGEMENT ET SIGNATURE DU MARCHÉ

A le	A le
Le titulaire	Le pouvoir adjudicateur